

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTROLYSE PHOCEENNE

ZI des ESTROUBLANS
18 Avenue de BRUXELLES
13127 Vitrolles

Références : D-2025-0629

Code AIOT : 0006401813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement ELECTROLYSE PHOCEENNE implanté 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient suite à l'ouverture d'une procédure de Liquidation judiciaire prononcée par le Tribunal de Commerce de Salon de Provence en date du 4 septembre 2025. La SCP de mandataires judiciaires BR Associés a été désignée en tant que liquidateur de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTROLYSE PHOCEENNE
- 18 AV DE BRUXELLES ZONE INDUSTRIELLE 13127 VITROLLES
- Code AIOT : 0006401813

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electrolyse Phocéenne exploite un atelier de traitement de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1-IV	Mise en demeure, respect de prescription	21 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par courrier en date du 17/09/2025, la SCP BR Associés, en tant que Liquidateur judiciaire de la SAS ELECTROLYSE PHOCEENNE a informé l'Inspection des Installations Classées de la procédure de Liquidation judiciaire prononcée par le Tribunal de Commerce de Salon de Provence en date du 4 septembre 2025, entraînant l'arrêt total d'activité.

Suite à ce courrier l'inspection a rappelé par mail du 25/09/2025 que conformément aux dispositions du Code de l'environnement, les obligations de mise en sécurité, de remise en état et de transmission du dossier de cessation d'activité s'imposent à l'exploitant et, en cas de liquidation judiciaire, incombent au liquidateur judiciaire, lequel est réputé se substituer à l'exploitant pour l'exécution de ces obligations environnementales. Aussi conformément au R512-39-1 du Code de l'Environnement, la notification de cessation d'activité doit être accompagnée de précisions sur les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, et comprenant:

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et la gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

A la date d'émission du présent rapport, ces éléments n'ont pas été communiqués à M. le préfet.

Lors de la visite d'inspection du 06/10/2025, il a été constaté que le site était dans un état comparable à celui de la dernière visite réalisée le 22/10/2024. Aucune action relative à la mise en sécurité du site n'a visiblement été engagée, des bacs de traitement sont encore remplis de produits, des déchets sont encore stockés à divers endroits du site, et le matériel d'exploitation est toujours en place.

Ainsi il est proposé la mise en demeure du liquidateur judiciaire SCP BR Associés afin que la cessation d'activité soit notifiée à M. Le Préfet sous 8 jours, accompagnée des mesures relatives à la mise en sécurité, et que ces mesures de mise en sécurité soient mises en œuvre dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation activité
Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

Par courrier du 23 septembre 2025, la SCP de mandataires judiciaires BR Associés a informé l'Inspection des Installations Classées (IIC) de l'ouverture d'une procédure de Liquidation judiciaire prononcée par le Tribunal de Commerce de Salon de Provence en date du 4 septembre 2025. Es qualité de Liquidateur judiciaire, BR Associés indique procéder à la déclaration de cessation d'activité de la société suscitée.

Dans ce courrier, BR Associés précise que dans le cadre de cette liquidation judiciaire entraînant l'arrêt total d'activité, les actifs mobiliers appartenant à la débitrice ont été abandonnés en faveur du bailleur, compte tenu de leur absence de valeur vénale.

Par mail en date en date du 24/09/2025, l'inspection a rappelé les obligations du liquidateur judiciaire en tant que dernier exploitant de l'ICPE et notamment de la procédure de cessation d'activité devant être en premier lieu **notifiée à M. le préfet**, accompagnée de précisions sur les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, et comprenant:

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et la gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé la mise en demeure du liquidateur de procéder sous 7 jours à la notification de M. le préfet de la cessation d'activité de la société ELECTROLYSE PHOCEENNE conformément à l'article R512-39-1 de Code de l'Environnement, cette notification devant être accompagnée des mesures prévues à l'article R512-75-1 relatif à la mise en sécurité du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1-IV
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite que le site est clôturé et les locaux sont fermés à clé.</p> <p>L'inspection a également constaté qu'aucune mesure n'avait à ce jour été mise en œuvre relative à la mise en sécurité du site et que le site était globalement dans des conditions comparables à la dernière visite du 22 octobre 2024.</p> <p>A l'exception d'une chaîne de traitement qui avait déjà été déménagée lors de la précédente visite, les 2 autres chaînes (Grande chaîne et Tonneaux) constituées d'environ 25 baignoires chacune sont encore en place.</p> <p>En l'absence d'étiquetage adéquat, la nature des baignoires encore en place a pu être précisée par M. Hervé Livon, gérant d'Electrolyse Phocéenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur la grande chaîne : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1 baignoire de traitement de surface au Chrome hexavalent d'un volume estimé à 1000L ; ◦ 1 baignoire de passivation Trivalent d'un volume estimé à 1000L ; ◦ 1 baignoire de blanchiment à l'acide nitrique d'un volume estimé à 1000L ; ◦ 1 baignoire de dégraissage à l'acide phosphorique d'un volume estimé à 1000L ; ◦ 2 baignoires de rinçage d'un volume estimé chacune à 1000L ; ◦ 1 baignoire de rinçage acide d'un volume estimé à 1000L ; ◦ 1 baignoire de décapage à l'acide chlorhydrique d'un volume estimé à 1000L ; ◦ 2 baignoires de rinçage de zingage d'un volume estimé chacune à 1000L ; ◦ 1 baignoire de zingage d'un volume estimé à 1000L ; <p>pour un total estimé à <u>9000L</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • sur la chaîne tonneau :

- seul 1 bain de traitement de surface contenant du Chrome hexavalent d'un volume estimé à **500L** était encore en place.
- Il a par ailleurs été constaté la présence d'eau au sein de la rétention de cette chaîne (eau météorique venant d'une fuite de la toiture selon M. Livon) dont le volume est estimé à environ **500L** ;
- dans la zone déchets,
 - 5 fûts de 200 L et 1 bidon de 20 L de bains usagés chromés sont stockés en attente de leur élimination soit environ **1000L**
 - 16 bidons neufs de 20L de bisulfite soit environ **320 L**

Outre les produits liquides, il a également été constaté la présence de boues au fond de certaines cuves. M. Livon a indiqué être en train de procéder à leur récupération pour mise en BigBag. Ces boues ont été constatées à divers endroits du site :

- 1 big-bag en cours de remplissage au sein de l'atelier,
- 3 Big Bags stockés sous un auvent à l'arrière du hangar (ces BigBags avaient déjà été observés lors de la précédente visite d'inspection du 22/10/2024, l'un d'entre eux est percé et est susceptible d'impacter l'environnement),
- dans des bidons de 20 L éventrés ainsi que dans 1 big-bag en cours de remplissage au niveau de la station de traitement,
- disséminées par endroit et recouvrant le sol de l'atelier.

Des produits dangereux sous forme solide conditionnés en carton (poudre de pigments peinture) ou en sacs (chaux, permanganate de potassium, poudre de zinc,...) sont stockés à divers endroits du hangar.

Outre les cuves des chaînes de traitement de surface, le hangar présente une quantité significative de matériel qu'il sera également nécessaire d'évacuer dans le cadre de la mise en sécurité, notamment (liste non exhaustive) :

- cabine de peinture,
- rayonnages,
- armoires,
- compresseur,
- chariot élévateur,
- palettes,
- bonbonnes de résines,
- ferrailles...

En extérieur, les installations de la station de neutralisation (inexploitées) devront également être démantelées et éliminées hors site, ainsi que l'ensemble du matériel encore présent notamment (liste non exhaustive) :

- les armoires de produits chimiques,
- les différentes cuves stockées,
- les big bags de granulats,
- les containers maritimes et leurs contenus.

Des photographies illustrant les constats sont présents en annexe du rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que BR Associés, en sa qualité ès-exploitant, procède, sous 21 jours à compter de la

<p>notification au préfet de la cessation d'activité, à l'enlèvement des produits dangereux et des déchets.</p> <p>L'inspection propose à M. Le Préfet d'encadrer ce délai par un arrêté de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 21 jours

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Mise en sécurité du site



Bains chromés



Résidus bassins zingage



Boues en fond de cuve



Boues dans rétention



Poudres de pigments



Matériel



Matériel



Bidons de récupération des boues



BigBags de boues



BigBags de boues



Fûts de bains chromés usagés